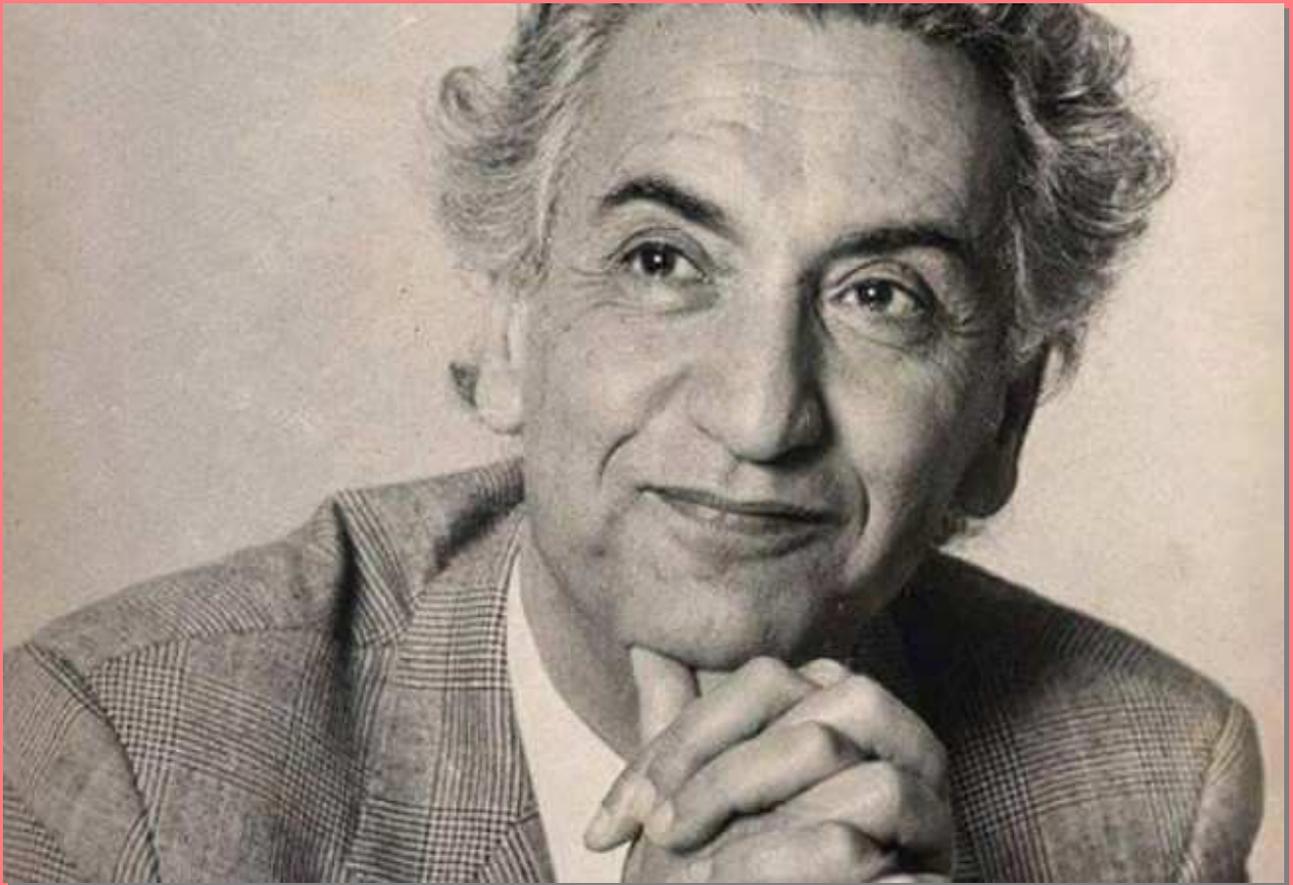


Hocine Ait Ahmed, Parcours d'un combattant

Intervenants: **Madjid BENCHIKH**, professeur émérite de l'université Cergy- pontoise et ancien doyen de la faculté de droit d'Alger.

Lahouari ADDI, professeur de sociologie politique à Sciences Po Lyon
Et **Tahar Khalfoune**, Juriste et universitaire



*Conférence hommage à Hocine Ait Ahmed
Suivi d'un hommage musical avec le chanteur Mustapha Aissi
Le mercredi 25 mai 2016 à 19h
Maison des Passages, 44 Rue Saint-Georges, 69005 Lyon
(Métro D, Vieux Lyon)
Entrée libre*



Hommage à Hocine Aït Ahmed : Une foi inébranlable dans l'idéal démocratique

Engagé très jeune au sein du Parti du Peuple Algérien (PPA) dès 1943 alors qu'il était encore lycéen, il est l'un des 9 chefs « historiques » qui organisèrent le déclenchement de l'insurrection le 1^{er} novembre 1954. Au congrès clandestin du PPA tenu en février 1947 à Belcourt (à l'est d'Alger), il soutient la création d'une Organisation Spéciale (OS) qu'il dirigea jusqu'en 1949. Organisation paramilitaire clandestine du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD), l'OS avait pour mission le recrutement, la formation, l'approvisionnement en armes et la préparation à la lutte armée dans les plus brefs délais.

A la réunion du comité central élargi du MTLD, tenue fin décembre 1948 à Zeddine à Aïn Defla, Aït Ahmed avait défendu dans un rapport lumineux et décisif le projet d'une guerre de partisan dont le fer de lance sera la paysannerie en rupture avec l'illusion d'un messie libérateur du pays. Pour doter l'OS de l'armement nécessaire au déclenchement de la guerre, Aït Ahmed planifia et participa personnellement avec un groupe de cadres de l'OS au braquage, sans effusion de sang, de la poste d'Oran en mars 1949. Cette opération à haut risque, il la mena sans en aviser le bureau politique du parti (MTLD) alors qu'il y siège. L'argent récupéré (environ 3 millions de francs) avait servi à acheter les premières armes à Ghadamès en Libye.

Membre du Conseil National de la Révolution (CNRA) et Ministre d'État du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) dont il est l'inspirateur depuis la prison, Aït Ahmed représente l'Algérie en guerre à la conférence de Bandung (en 1955) puis aux Nations Unies à New York. Il est, pour ainsi dire, le premier diplomate de l'Algérie en guerre. Arrêté en 1956 par l'armée française en même temps que d'autres chefs historiques (Khider, Boudiaf, Lacheraf, Ben Bella) lors de l'interception et l'arraisonnement de l'avion qui devait les conduire à Tunis. Libéré en 1962, après le cessez le feu proclamé le 19 mars, il tente une expérience d'opposition légaliste au sein de la première Assemblée constituante. Après l'échec de cette tentative, il fonde avec de nombreuses personnalités politiques et militaires le Front des Forces Socialistes le 29 septembre 1963. Arrêté le 17 octobre 1964 à Ath Zellal en haute Kabylie, il sera condamné à mort, puis gracié et s'évade de la prison d'El Harrach à Alger le 1^{er} mai 1966. Il poursuit depuis l'exil son combat pour l'instauration d'un régime démocratique en Algérie.

Après l'ouverture du champ politique en 1989, il rentre en Algérie en décembre de la même année. Il organise avec le FFS de nombreuses activités politiques et notamment la marche historique du 2 janvier 1991 à Alger pour empêcher l'annulation du 2^e tour des premières élections législatives pluralistes. L'armée a finalement annulé cette élection et a organisé la vacance de toutes institutions en mettant en place le Haut Comité d'État (HCE) à sa tête Boudiaf qui sera assassiné le 29 juin 1992 par sa garde rapprochée. Le champ politique est de nouveau verrouillé, les assassinats d'intellectuels, hommes politiques, journalistes... avaient atteint un rythme effrayant. Hocine Aït Ahmed est contraint de nouveau à l'exil. Âgé et malade, il s'est retiré de la vie politique depuis le dernier congrès du FFS en mai 2013 et il est décédé le 23 décembre 2015 à Lausanne.